



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 01 mai 2025

Le Mexique échappe à une récession en enregistrant une croissance de 0,2 % en glissement trimestriel (g.t.) au T1 2025, d'après les chiffres préliminaires de l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI).

LE CHIFFRE A
RETENIR

+0,2 %

Croissance en g.t. du PIB
mexicain au T1 2025

Pour rappel, l'économie mexicaine avait enregistré une contraction de -0,6 % g.t. au T4 2024, ouvrant la voie à une possible récession technique (deux trimestres consécutifs de baisse du PIB) en cas de croissance négative au T1 2025. La progression de l'économie en ce début d'année aurait été supérieure aux attentes du marché qui tablaient sur une croissance nulle voire négative.

Le rebond de l'activité économique s'explique par le dynamisme des activités primaires, enregistrant une croissance de 8,1 % g.t., alors que les activités tertiaires ont stagné (0 % g.t.) et que les activités secondaires se sont contractées (-0,3 % g.t.). En glissement annuel (g.a.), le PIB mexicain aurait augmenté de 0,6 %, malgré une contraction marquée des activités secondaires (-1,4 % g.a.). Pour rappel, le FMI prévoit une contraction de l'économie de -0,3 % pour 2025.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Selon une étude de Banamex, le tarif douanier effectif appliqué aux exportations mexicaines serait de 12,7 %. Le tarif effectif acquitté par Mexique serait ainsi supérieur aux 0,2 % effectivement payés en 2024 ainsi qu'au tarif de 10 % appliqué par les Etats-Unis à l'ensemble des pays (à l'exception du Canada et de la Chine). Les importations qui respecteraient les règles de l'Accord Canada-Etats-Unis-Mexique (T-MEC) contribueraient à hauteur de 2,8 points de pourcentage (pp) au nouveau tarif, tandis que les importations non conformes contribueraient à hauteur de 9,9 pp. Pour rappel, les droits de douane imposés au Mexique sur les produits conformes au T-MEC se concentrent sur les véhicules légers (25 % sur le contenu non américain) ainsi que sur l'acier et l'aluminium (25 %). Les droits de douane de 25 % sur les pièces automobiles devant s'appliquer à partir du 3 mai impliqueraient en outre une augmentation du tarif effectif acquitté par le Mexique de 12,7 % à 16,2 %. D. Trump a cependant signé mardi 29 avril des décrets visant à alléger ces droits de douane et à éviter une double imposition, étant donné que l'acier et l'aluminium ainsi que leurs dérivés sont déjà imposés à 25 %. L'étude rappelle que *« bien que le droit de douane de 12,7 % du Mexique soit l'un des plus élevés, il est possible d'estimer une croissance modérée des exportations conformes au T-MEC qui permettra une réduction à l'avenir »*. Selon BBVA, la politique industrielle devrait se concentrer sur la maximisation du pourcentage d'échanges commerciaux dans le cadre du T-MEC pour réduire le droit de douane moyen auquel sont soumises les exportations mexicaines. La banque précise que la création d'un registre national des fournisseurs permettrait aux entreprises exportatrices d'identifier les fournisseurs nationaux susceptibles de les aider à respecter les règles d'origine du T-MEC et, ainsi d'augmenter le pourcentage d'exportations conformes au traité.

L'économie mexicaine aurait enregistré un taux de croissance de 1 % en glissement mensuel (g.m.) en février, représentant la plus forte hausse depuis avril 2023. La progression de l'économie de février mesurée par l'Indicateur global de l'activité économique (IGAE) de l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI), s'est avérée nettement supérieure aux 0,6 % prévus par les analystes. Elle a été tirée par l'activité industrielle qui a rebondi de 2,4 % g.m., ce qui représente sa meilleure performance depuis 2020. Au sein des activités industrielles, le secteur manufacturier a enregistré la meilleure performance, avec une croissance de 2,94 % g.m., représentant sa plus forte hausse depuis mars 2021, tandis que la construction a progressé de 2,83 % g.m. et le secteur minier de 0,82 % g.m.. Le dynamisme de l'industrie manufacturière observée en février pourrait refléter une orientation stratégique vers le secteur exportateur face à la menace imminente

d'impositions de droit de douane par les Etats-Unis. Pour rappel, la présidente mexicaine Claudia Sheinbaum, a conclu lundi 3 février un accord avec Donald Trump, suspendant pendant 1 mois l'application d'un droit de douane généralisé de 25 % sur les importations en provenance du Mexique qui avait été adopté deux jours plus tôt. Le secteur des services a enregistré une croissance plus mesurée de 0,61 % qui correspond toutefois à sa meilleure performance depuis mai 2024. En glissement annuel (g.a.), l'IGAE a progressé de 0,5 %.

Les exportations mexicaines de biens auraient enregistré une hausse notable de 9,6 % g.a. en mars 2025, leur plus forte progression depuis octobre 2024, soutenues par la vigueur des ventes manufacturières et extractives. Cette performance est principalement attribuable à la dynamique des exportations manufacturières (+10 % g.a.), en particulier dans les segments des machines industrielles (+50,2 % g.a.), des minerais et des produits issus de la métallurgie (+31,9 % g.a.) et de l'automobile (+6,2 % g.a.). Les exportations extractives ont également fortement progressé (+34,1 % g.a.), tandis que les exportations agricoles ont reculé de 2,8 %, pénalisées par des baisses sur les produits frais comme les fraises ou les tomates. Concernant les importations, celles-ci ont enregistré une progression de 7,1 % en mars, soutenue par les achats de biens intermédiaires (+9,7 % g.a.), alors que les biens de consommation (-1,2 % g.a.) et les biens d'équipement (-1,3 % g.a.) ont fléchi. La balance commerciale a ainsi dégagé un excédent de 3,4 Mds USD, en amélioration par rapport à février, dans un contexte de possibles effets d'anticipation liés aux tensions commerciales avec les États-Unis. Sur le T1 2025, la balance redevient excédentaire (1,1 Md USD), après un déficit à la même période de 2024

Le taux de chômage a atteint son plus bas niveau jamais enregistré en mars, s'établissant à 2,2 %. Tout au long de l'année 2024 le taux de chômage est resté inférieur à 3 % et depuis le début de l'année 2025, l'indicateur a enregistré une tendance à la baisse, avec une réduction cumulée de 0,2 point de pourcentage. La baisse du taux de chômage en mars serait liée à une diminution mensuelle de 166 739 personnes de la population au chômage parallèlement à une forte création d'emplois, la plus forte depuis juillet 2024, permettant à un total de 562 560 personnes de rejoindre la population occupée en mars. La population occupée se répartie de la manière suivante par secteur d'activité : 45,4 % du total dans les services ; 19,6 % dans le commerce ; 16 % dans l'industrie manufacturière ; 9,7 % dans l'agriculture et 7,9 % dans la construction ; 0,6 % dans les « autres activités économiques » qui comprennent l'exploitation minière ainsi que la fourniture d'électricité, d'eau et de gaz. Outre la baisse du chômage, 825 450 personnes ont quitté la population non économiquement active en mars, rompant ainsi une tendance à la hausse de quatre mois. Ce mouvement a permis au taux de chômage élargi, qui comprend les chômeurs et les personnes classées comme disponibles dans la population non économiquement active en proportion de la main-d'œuvre potentielle, de passer de 10,2 à 9,7 %. En outre, 61 % des créations d'emplois ont été concentrées dans le secteur formel, ce qui a permis au taux d'informalité d'enregistrer une légère baisse mensuelle de 0,1 point de pourcentage pour atteindre 54,4 % au mois de mars.

Sectoriel

Le président des Etats-Unis Donald Trump a signé, ce mardi 29 avril 2025, des décrets pour alléger les droits de douane sur le secteur automobile, ce qui pourrait améliorer les perspectives de l'industrie automobile mexicaine. Le président américain a ainsi annulé, avec effet rétroactif, le caractère cumulatif de certains droits additionnels imposés depuis le début de son mandat. Devraient en bénéficier les importations d'automobiles et de pièces détachées, qui ne seront pas soumises aux droits sur l'acier et l'aluminium. Par ailleurs, D. Trump réfléchirait à un allègement des charges sur les véhicules assemblés aux Etats-Unis composés de pièces détachées non-étatsuniennes. Les droits de 25 % imposés sur les pièces détachées importées pourraient être remboursés pendant un an dans la limite de 3,75 % de la valeur du véhicule. Ce plafond serait abaissé à 2,5 % la deuxième année. Cette aide ne durerait que deux ans, et aurait pour but d'inciter et de faciliter le transfert des chaînes d'approvisionnement des entreprises vers les Etats-Unis. Le président américain a ajouté que les règles sont faites pour qu'une voiture avec 85 % de pièces fabriquées aux Etats-Unis, au Mexique ou au Canada, dans le cadre de l'Accord Canada-Etats-Unis-Mexique (T-MEC) soit exemptée de droits de douane. Ce taux devrait monter à 90 % la deuxième année. Ces pourcentages remettent ainsi unilatéralement en cause la règle d'origine de 75 % prévue dans le cadre du T-MEC, alors même que la revue de l'accord – prévue pour 2026 - n'a pas débuté. Selon la présidente mexicaine, Claudia Sheinbaum, ces décrets représentent une avancée et donnent au Mexique un meilleur avantage compétitif.

Le gouvernement mexicain a annoncé que les projets d'investissement pour les prochaines années se somment à 298 Mds USD, soit 16 % du PIB du pays, pour un total de 1 937 projets. Ces projets sont répartis dans 32 Etats, particulièrement dans le nord (Basse-Californie, Nuevo Leon, Sonora) et devraient permettre de créer des emplois et de stimuler l'activité économique en particulier dans l'industrie manufacturière, l'énergie, l'eau et le gaz. Le ministre mexicain de l'Economie, Marcelo Ebrard, a précisé qu'aucun des investissements prévus ne s'est retiré malgré le contexte international incertain. L'attractivité du Mexique pour les investissements et la relocation d'entreprises (*nearshoring*) se maintiendrait, étant donné que, selon lui, 77 % des exportations mexicaines vers les Etats-Unis ne seraient pas soumises à des droits de douane, offrant ainsi un avantage comparatif certain. Ces projets d'investissement s'intègrent le cadre du *Plan México* qui a pour objectifs d'augmenter la production nationale, de promouvoir l'investissement national pour réduire la dépendance aux importations, de développer les infrastructures du pays, la production d'énergie propre, ainsi que de renforcer la souveraineté alimentaire et énergétique.

Le groupe brassicole Grupo Modelo (Corona, Pacifico, Negra Modelo...) devrait réaliser des investissements d'un montant de 3,6 Mds USD au Mexique entre 2025 et 2027, dans le cadre du *Plan México*. L'objectif du plus grand brasseur du pays est de moderniser ses usines et de soutenir les 300 000 petits magasins qui vendent

leurs produits par l'amélioration de la technologie, du crédit et des infrastructures. Cette somme permettra également d'impulser l'économie circulaire et de renforcer les capacités des fournisseurs locaux. Le vice-président aux Affaires Corporatives au sein du Grupo Modelo a rappelé que le Mexique était le marché principal du groupe et que les performances économiques de ces dernières années avaient été très positives. Cette annonce se réalise dans le cadre du *Plan México*, stratégie de développement économique du gouvernement de Claudia Sheinbaum qui cherche à favoriser les investissements dans le pays.

Finances publiques

La Banque centrale du Mexique (Banxico) a annoncé ce lundi 29 avril qu'elle transférera au ministère des Finances (SHCP) un excédent d'exploitation d'environ 918 M USD, soit environ 0,05 % du PIB. Ce versement, le premier depuis 2016, intervient dans un contexte de pression budgétaire accrue pour le gouvernement mexicain, engagé dans une consolidation des finances publiques depuis cette année. Ce montant, bien inférieur aux prévisions des analystes – qui anticipaient un montant jusqu'à 0,5 % du PIB – s'expliquerait par l'obligation pour la banque centrale de couvrir les pertes accumulées au cours des six dernières années, avant tout transfert à l'État. Selon la législation en vigueur, 70 % de la somme devra être utilisée pour réduire la dette publique, tandis que le solde alimentera le Fonds de stabilisation des revenus budgétaires (FEIP). La présidente Claudia Sheinbaum, qui a fait de la rigueur budgétaire un axe central de sa stratégie économique, espérait un soutien plus significatif pour réduire le déficit public, qui a atteint un niveau record de 5,7 % du PIB en 2024. Le ministre de l'Économie, Marcelo Ebrard, a rappelé que les efforts de discipline fiscale se poursuivront, notamment à travers des réductions ciblées des dépenses publiques et une hausse des recettes fiscales. Dans ce contexte, le faible niveau de l'excédent de Banxico soulève des incertitudes quant à la capacité du gouvernement d'atteindre son objectif de déficit (entre 3,9 % et 4 % du PIB) dès 2025.

La répartition de la rente pétrolière mexicaine reste largement favorable à Pemex, bien que sa part ait diminué par rapport à l'année précédente. Selon les données du ministère des Finances (SHCP), l'entreprise publique a conservé 67 % des revenus pétroliers au cours des deux premiers mois de 2025, soit environ 4,9 Mds USD, contre 97 % à la même période en 2024. La part restante (33 %) a été perçue par le gouvernement fédéral. Ce repli s'inscrit dans un contexte de consolidation budgétaire, qui limite désormais les marges de manœuvre fiscales de l'exécutif pour soutenir Pemex par des exonérations, en particulier sur le Droit d'utilité partagée. La diminution globale de la rente pétrolière (-15 % en termes réels sur un an) résulterait d'une production de brut en déclin, liée à l'épuisement des champs existants et à la baisse des investissements d'exploration. En dépit de cette tendance, la trajectoire historique montre une captation croissante des revenus pétroliers par Pemex : de 33 % en moyenne sous le président Felipe Calderón à 42 % sous Enrique Peña Nieto, et 66 % sous Andrés Manuel López Obrador.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	30/04/2025
Bourse (IPC)	-0,27%	-3,93%	55 613,43 points
Change MXN/USD	0,20%	14,37%	19,62
Change MXN/EUR	-0,09%	21,62%	22,25
Prix du baril mexicain	-4,22%	-25,26%	57,47

Amérique centrale

Belize

La subvention de 125 M USD obtenue par le Belize auprès de la Millennium Challenge Corporation (MCC) est menacée suite à son démantèlement par décision du président Trump. La MCC, fonds de développement bilatéral étasunien, serait dissoute dans le cadre des mesures de réduction des coûts sous l'administration du président Trump. La subvention était destinée à soutenir des projets transformateurs dans les secteurs de l'énergie et de l'éducation au Belize, tels que des investissements dans les énergies renouvelables et la formation professionnelle pour les diplômés du secondaire. Aucun plan alternatif n'ayant encore été annoncé par le gouvernement bélizien, les observateurs prédisent une pression accrue sur l'administration Briceño pour diversifier ses partenariats internationaux et réduire sa dépendance à l'égard de financements étrangers incertains.

Costa Rica

Dans son dernier rapport du *World Economic Outlook*, le FMI a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour le Costa Rica en 2025, anticipant une hausse du PIB

de 3,4 %, contre 4,3 % en 2024. Cette prévision s'inscrit dans un contexte régional marqué par une décélération générale de l'activité économique (croissance prévue à 2 % en Amérique latine en 2025). L'incertitude entourant la politique commerciale américaine, principal partenaire du Costa Rica, explique largement ces statistiques. En effet, les exportations costariciennes, notamment les produits agricoles, risquent de diminuer fortement en raison des droits de douane imposés par les Etats-Unis. La Banque centrale du Costa Rica partage également cette analyse, prévoyant une croissance du PIB comprise entre 3,5 % et 3,7 % en 2025, contre 4,1 % comme précédemment annoncé en janvier.

Selon l'Office de promotion du commerce extérieur (Procomer), les exportations de biens ont enregistré une croissance de 12 % g.a. au T1 2025, atteignant un total de 5,3 Mds USD. Cette performance est principalement attribuée au secteur des dispositifs médicaux, qui a connu une augmentation de 15 % g.a., consolidant sa position en tant que principal moteur des exportations du pays. Le secteur agricole a également contribué positivement, avec une croissance de 7 % g.a., grâce aux exportations de café et de fruits tropicaux. Les exportations vers l'Amérique du Nord ont augmenté de 13 % g.a., tandis que celles vers l'Europe ont progressé de 10 % g.a., reflétant une diversification des marchés. En revanche, les exportations vers l'Asie ont diminué de 4 % g.a., en raison d'une baisse des envois de certains dispositifs médicaux vers le Japon.

El Salvador

Alors que le FMI indique que le Salvador serait le pays d'Amérique centrale qui enregistrera la croissance la plus faible en 2025, la Banque Mondiale revoit également sa projection de croissance pour le pays à la baisse. Selon le rapport sur les perspectives économiques mondiales du FMI, le Salvador ne connaîtra qu'une croissance de 2,5 %. Au niveau régional, le document indique que le Nicaragua enregistrerait une croissance de 3,2 %, le Honduras de 3,3 %, le Costa Rica de 3,5 %, le Panama de 4 % et le Guatemala de 4,1 %. La Banque Mondiale a également réduit sa projection de croissance pour le pays de 2,7 % en octobre dernier à 2,2 %. Elle projette dans le même temps 2,8 % pour le Honduras, 3,4 % pour le Nicaragua et 3,5 % pour le Guatemala, le Costa Rica et le Panama. Pour rappel, le Salvador a connu une croissance de 2,6 % l'année dernière, selon les chiffres officiels, ce taux étant bien inférieur à la projection de 3,5 % de la Banque Centrale de Réserve (BCR) salvadorienne. Les deux institutions indiquent que le pays serait affecté par le contexte économique mondial et par l'accord avec le FMI, qui implique des ajustements fiscaux et notamment une baisse des dépenses publiques.

Selon la Banque centrale de réserve (BCR), le Salvador a reçu un record de 863 M USD d'envois de fonds (remesas) en mars, en hausse de 25 % g.a.. Il s'agit à ce jour du montant le plus élevé d'envois de fonds jamais enregistré dans le pays en un

seul mois. Au T1 2025, le pays a reçu 2 Mds USD, soit 19,5 % de plus qu'au T1 2024. De même, le montant moyen des envois de fonds reçus au cours de ce premier trimestre était de 322,1 USD, contre 285,7 USD au premier trimestre de l'année dernière. Ces envois ont été effectués par le biais de 6,8 millions de transactions. Environ 92 % des *remesas* reçues proviennent des États-Unis.

Le président Nayib Bukele a annoncé une proposition visant à augmenter le salaire minimum au Salvador de 12 %. La mesure a été transmise au Conseil national du salaire minimum (CNSM) et, si elle est approuvée, elle entrera en vigueur en juin 2025. Avec cet ajustement, le salaire minimum mensuel dans les secteurs du commerce, de l'industrie et des services passerait de 365 dollars à 408,80 dollars. Il s'agirait de la première modification salariale depuis 2021 et elle bénéficierait à plus d'un demi-million d'employés formels. En termes d'ajustements spécifiques, le secteur des *maquilas* connaîtrait une augmentation de 359,16 USD à 402,26 USD, tandis que le salaire du secteur agricole passerait de 243,50 USD à 272,72 USD.

Guatemala

Le Guatemala lance les appels d'offres pour le Plan d'Expansion de la Génération PEG-5 et le Plan d'Expansion de la Transmission PET-3. Le PEG-5 pour objectif de contracter jusqu'à 1 400 MW de nouvelle capacité de production. Les principales caractéristiques du PEG-5 incluent : (i) la diversité du mix énergétique avec la participation ouverte aux projets renouvelables et non renouvelables (principalement gaz naturel) ; (ii) la durée des contrats, fixée à 15 ans pour les nouvelles installations ; (iii) l'intégration du stockage d'énergie pour garantir la stabilité et la continuité du service ; et (iv) des investissements attendus entre 2,5 Mds USD et 3 Mds USD, ce qui en ferait le plus important appel d'offres de l'histoire énergétique du pays. Rien que pour la production de gaz naturel, des investissements de non moins de 1 Md USD sont attendus. Les contrats devraient être attribués entre octobre 2025 et octobre 2026 et les opérations devraient commencer entre mai 2030 et mai 2033. Complémentaire au PEG-5, le PET-3 vise à moderniser et à étendre le réseau de transport d'électricité afin de faciliter l'intégration de la nouvelle capacité générée. Les éléments majeurs du PET-3 incluent la construction de plus de 850 km de lignes à haute tension, l'installation de 14 nouvelles sous-stations et l'extension de 12 sous-stations existantes. La coordination du PEG-5 et du PET-3 devra permettre d'éviter les goulots d'étranglement dans le réseau national, d'améliorer la qualité du service électrique dans les zones rurales et urbaines et de renforcer la transition énergétique, en facilitant l'intégration massive des énergies renouvelables dans le réseau. Au total, les deux appels d'offres projettent d'attirer des investissements à hauteur de 5 Mds USD.

Le Guatemala a jusqu'au 30 décembre 2025 pour s'adapter au règlement de l'UE sur la déforestation. Ce règlement oblige les producteurs à démontrer que des produits tels que le café, l'huile de palme et le cacao ne proviennent pas de zones déboisées. Les petits producteurs bénéficieront d'une prolongation jusqu'en juin 2026. Les exportateurs guatémaltèques de café et de palmier par exemple progressent déjà en matière de géolocalisation et de certifications pour assurer la

traçabilité. Les associations professionnelles soulignent que le pays dispose d'avantages grâce à ses systèmes agroforestiers, contrairement à des concurrents comme la Colombie. En se conformant aux délais, le Guatemala pourrait bénéficier d'un avantage concurrentiel sur le marché européen, destination de 26 % de ses exportations de café. L'État et les associations s'engagent à accompagner les petits producteurs avec des technologies et des formations pour les aider à respecter la réglementation.

Honduras

Le directeur du FMI pour l'hémisphère occidental, Rodrigo Valdés, a souligné en conférence de presse de printemps 2025 la résilience de l'économie hondurienne. Il explique que le pays a su faire évoluer ses politiques, tant sur le plan structurel que sur le plan macroéconomique et budgétaire. Selon M. Valdés, le Honduras serait en bien meilleure position pour résister à la conjoncture mondiale, à travers l'amélioration de ses réserves et la mobilisation des ressources auprès d'autres IFI. Pour rappel, le FMI a approuvé la troisième révision de l'accord triennal mi-avril, ce qui permettra au pays d'accéder à un nouveau déboursement de 155 M USD en juin 2025. La mission technique du FMI, qui est arrivée à Tegucigalpa le 31 mars, s'est félicitée du succès du programme ambitieux de sauvetage et d'investissement de la compagnie nationale d'électricité (ENEE), qui a permis de réduire les coûts, les pertes et les tarifs.

Nicaragua

La Banque Centrale du Nicaragua (BCN) a révisé à la baisse sa projection de croissance pour l'année 2025. La nouvelle estimation se situe entre 3,0 % et 4,0 %, en baisse par rapport à la fourchette initiale de 3,5 % à 4,5 % annoncée au début de l'année. Ce changement est principalement attribué à l'impact des nouvelles mesures tarifaires promues par les États-Unis, qui génèrent des tensions dans le commerce international et augmentent l'incertitude sur les marchés. Ces conditions défavorables pourraient pousser le Nicaragua à chercher des alternatives commerciales, notamment en renforçant ses liens avec des pays comme la Chine. En ce qui concerne les autres indicateurs macroéconomiques, le BCN maintient son estimation d'un taux d'emploi moyen entre 3,0 % et 3,5 %, et d'une inflation comprise entre 2,0 % et 4,0 %, selon le rapport publié.

Panama

La croissance économique du Panama dépasserait largement la moyenne des autres pays d'Amérique latine en 2025, avec une croissance estimée à 4 % g.a. selon le FMI et à 3,1 % g.a. selon la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL). Ces chiffres contrastent avec la tendance régionale : le FMI prévoit désormais une croissance de 2 % g.a dans la région pour 2025 (contre 2,5 % précédemment estimé en octobre 2024), tandis que la CEPAL a abaissé sa projection, passant de 2,4 % g.a. à 2 % g.a.. À rebours de cette dynamique, le

Panama bénéficierait de la plus forte révision à la hausse de ses perspectives de croissance pour 2025 selon le FMI, qui a relevé sa prévision d'un point de pourcentage par rapport à celle qui prévalait en octobre 2024. Par ailleurs, le pays devrait afficher l'inflation la plus faible du continent en 2025, avec un taux estimé à 0,52 %. Le ministère de l'Economie et des Finances du Panama estime que ces résultats seraient permis grâce à une politique budgétaire prudente et le redémarrage de certains secteurs stratégiques.

À l'occasion d'un forum organisé par la Banque de développement d'Amérique latine et des Caraïbes (CAF), le secrétaire national à l'Energie, Juan Manuel Urriola, a insisté sur la nécessité pour le Panama de développer et de diversifier ses sources d'énergie, afin de soutenir la croissance économique tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Le Panama bénéficie déjà de 15 années d'expérience dans la production d'énergie éolienne et hydraulique et entend poursuivre sur cette voie. Un appel d'offres est prévu en octobre 2025 pour la mise en place de nouvelles installations capables de produire 120 MW d'électricité à partir de ces sources renouvelables. Par ailleurs, le pays explore activement la filière des biocarburants : le Panama aurait l'ambition de porter à 10 % la part d'éthanol dans le carburant. Le gaz naturel liquéfié (GNL) représente également une option stratégique pour le pays car la ressource serait présente dans le sous-sol panaméen. En outre, le Panama dispose déjà d'une centrale à gaz, la Generadora Gatún d'une capacité de 670 MW, qui permettrait de compenser les fluctuations de production des énergies renouvelables. Des défis subsistent toutefois, notamment le développement des infrastructures de distribution et de stockage. Le renforcement du réseau électrique centraméricain (SIEPAC) et une éventuelle interconnexion avec l'Amérique du Sud – via la Colombie – sont également à l'étude pour favoriser l'intégration énergétique régionale.

Le 26 avril, le président américain Donald Trump a affirmé sur son réseau Truth Social que les navires militaires et commerciaux des États-Unis devraient pouvoir traverser gratuitement le canal de Panama (ainsi que le canal de Suez). Cette déclaration va au-delà de l'accord récemment trouvé lors de la visite du Secrétaire à la Défense, qui prévoyait un passage des navires militaires en échange de prestations américaines en matière de sécurisation du Canal. Donald Trump a déclaré que ces infrastructures n'auraient jamais vu le jour sans le soutien historique des États-Unis, et a chargé le Secrétaire d'État, Marco Rubio, de suivre ce dossier. En réponse, le président panaméen a évité toute escalade, rappelant dans un message publié le même jour sur X que le transit des navires et les tarifs applicables sont régis par le Traité de Neutralité et la Loi organique du Canal, et a renvoyé à l'Autorité du Canal de Panama la mise en œuvre de la « coopération convenue ».

Caraïbes

Dans sa dernière édition du *World Economic Outlook*, le FMI prévoit un ralentissement de la croissance économique des Caraïbes, qui passerait de 12,1 % en 2024 à 4,2 % en 2025, en incluant le Guyana dont la croissance est estimée à +10,3 %. Ce ralentissement est attribué à la normalisation post-pandémique du secteur touristique, à la baisse des prix des matières premières et à l'impact des tensions commerciales mondiales, notamment les hausses de tarifs douaniers aux États-Unis. De son côté, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) anticipe une croissance de 1,8 % pour la région en 2025 (hors Guyana), révisant également à la baisse ses prévisions. Pour la CEPAL, les perturbations internationales affectent directement les exportations de la région et provoquent une forte volatilité sur les marchés financiers mondiaux. Le ralentissement de la demande externe pèse par ailleurs sur les comptes courants et la stabilité des taux de change. La demande interne devrait également ralentir, en particulier l'investissement, en raison de la faiblesse du commerce mondial et d'une confiance réduite des acteurs économiques.

Cuba

Cuba enregistre une hausse du salaire moyen. Le dernier rapport de l'Office national des statistiques (ONEI) confirme que le salaire moyen s'établissait, en 2024, à 5 839 CUP (16 USD au taux de change officiel), dévoilant ainsi un gain de 1 185 CUP par rapport à 2023. Cette hausse toucherait près de 3 millions d'employés. Le secteur des services de gaz, d'eau et d'électricité est le plus rémunérateur (9 317 CUP) devant les activités de la construction, avec 8 538 CUP. À l'inverse, les secteurs des services communaux et du commerce et la réparation d'articles personnels et domestiques sont les moins bien rémunérés, avec respectivement 4 033 CUP et 4 240 CUP. On observe également un écart de 20 % entre la province de La Havane, où les salaires sont les plus élevés (6 449 CUP) et celle de Santiago de Cuba, où ils sont les plus bas (5 123 CUP). Par ailleurs, le ministère du Travail et de la Sécurité sociale a annoncé le 24 avril, une augmentation des salaires dans les secteurs de la santé et l'éducation. Les nouvelles mesures salariales comprennent notamment la prise en considération l'ancienneté, le travail de nuit, les week-ends et des paiements supplémentaires liés à l'exercice de certaines spécialités médicales. Bien que les salaires soient en constante augmentation depuis plus de 5 ans, cette somme ne compense pas le coût de la vie, notamment sur le marché informel, où l'inflation atteindrait des niveaux à trois chiffres.

République Dominicaine

D'après la Banque centrale (BCRD), en mars 2025, l'économie dominicaine aurait enregistré une croissance de 5,4 % g.a.. Cette performance marque une accélération significative par rapport à la croissance de 1,3 % g.a observée en mars 2024. Parmi les secteurs clés, la construction connaît une reprise marquée en mars de +14,5 %, contrastant avec une moyenne de -1,2 % au T1. Ce secteur représente environ 35 % de la croissance de l'indice mensuel d'activité économique (IMAE) en mars. Le secteur industriel affiche, lui aussi, une dynamique positive. D'une part, l'industrie manufacturière des zones franches a progressé de 11,3 %, contre une moyenne de 4,2 % au T1, traduisant une demande externe soutenue. En parallèle, les exportations ont augmenté de 12,9 % sur le mois. D'autre part, la manufacture locale enregistre une croissance de 1,7 % (2,5 % en moyenne au T1), notamment par la demande en produits pharmaceutiques et en métaux. Enfin, l'activité des institutions financières continue d'accélérer avec une croissance de 11,3% en mars (contre 9,3 % en moyenne au T1). Cette progression s'accompagne d'une augmentation de 12,3 % des crédits accordés au secteur privé en monnaie nationale et étrangère, soit l'équivalent de 257 254,6 M DOP (≈ 4,4 Mds USD) supplémentaires par rapport à mars 2024. Cette dynamique semble s'inscrire dans une trajectoire plus large. Selon les projections du FMI, la croissance du pays devrait atteindre 4,8 % en 2026, se plaçant parmi les économies les plus performantes de la région Amérique. Toutefois, à court terme, les prévisions sont moins optimistes. Contrairement aux estimations initiales de 5 %, la croissance devrait s'établir à 4 % d'ici la fin de l'année. Cela s'expliquerait notamment par un contexte international moins favorable : croissance mondiale à la baisse (2,8 % au lieu de 3,3 % précédent estimé) ; idem pour les Etats Unis, principal partenaire économique du pays, à 1,8 % au lieu de 2,7 %. De même, les échanges sont revus à la baisse, passant de 2,7 % à 2,5 % selon les nouvelles estimations du FMI.

Trinité-et-Tobago

Les groupes d'affaires du pays ont exprimé leur inquiétude quant aux droits de douane de 10 % imposés par les États-Unis. Selon la Chambre de commerce et d'industrie, ce tarif douanier, ajouté à l'annonce d'une surtaxe sur tous les navires construits en Chine et accostant dans les ports américains, pourrait perturber la circulation des marchandises, faire grimper les prix à la consommation et nuire à la compétitivité des exportations avec les partenaires dans les Caraïbes. La Chambre de l'énergie s'inquiète également de l'impact potentiel de cette décision. Alors que certains produits énergétiques comme le pétrole brut et le gaz naturel liquéfié (GNL) sont exemptés, d'autres exportations comme l'ammoniac, le méthanol, le fer et l'acier sont soumises aux nouveaux tarifs. Pour rappel, les États-Unis représentent 37 % des exportations trinitadiennes et 39 % des importations du pays, ce qui rend l'économie locale très vulnérable à ces droits de douane (brève rédigée avec l'aide de l'Ambassade de France à Trinité et Tobago).

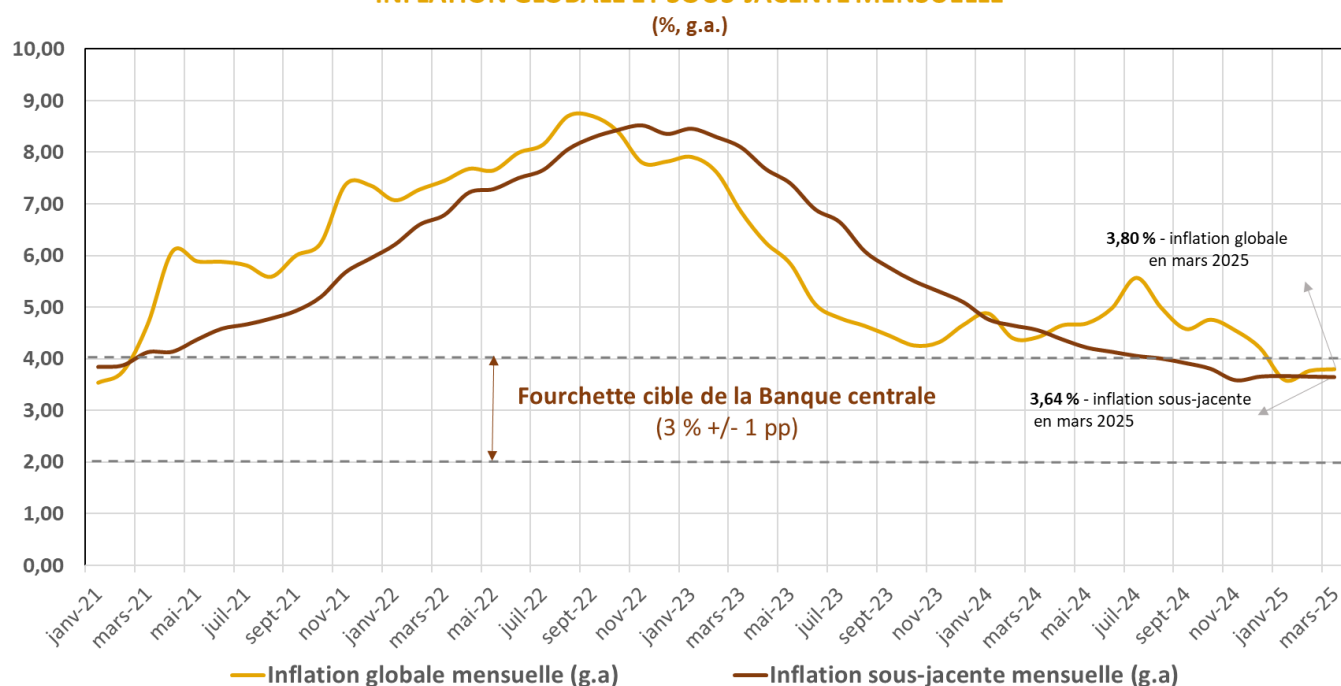
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	2 017,0	3,7%	3,3%	1,5%	-0,3%	1,4%	60,7%	3,5%	9,00%
Belize	0,4	3,3	9,7%	1,1%	8,2%	3,2%	2,5%	59,5%	2,1%	2,25 %
Costa Rica	5,3	96,1	4,6 %	5,1%	4,3%	3,4%	3,4%	59,7%	2,2%	4,00%
Guatemala	17,9	110,0	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,8%	27,2%	3,0%	4,50%
Honduras	10,7	37,4	4,1%	3,6%	3,6%	3,3%	3,4%	43,0%	4,7%	5,75%
Nicaragua	6,7	18,8	3,6%	4,4%	3,6%	3,2%	3,1%	38,4%	4,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,3	2,8%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,9%	1,8%	--
Haïti	12,4	24,0	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-1,0%	1,0%	11,8%	27,2%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	5,2%	2,6%	-0,8%	2,1%	1,6%	64,6%	5,0%	6,25%
Panama	4,5	87,3	10,8%	7,6%	2,9%	4,0%	4,0%	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	127,4	5,2%	2,2%	5,0%	4,0%	4,8%	58,2%	4,3%	5,75%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

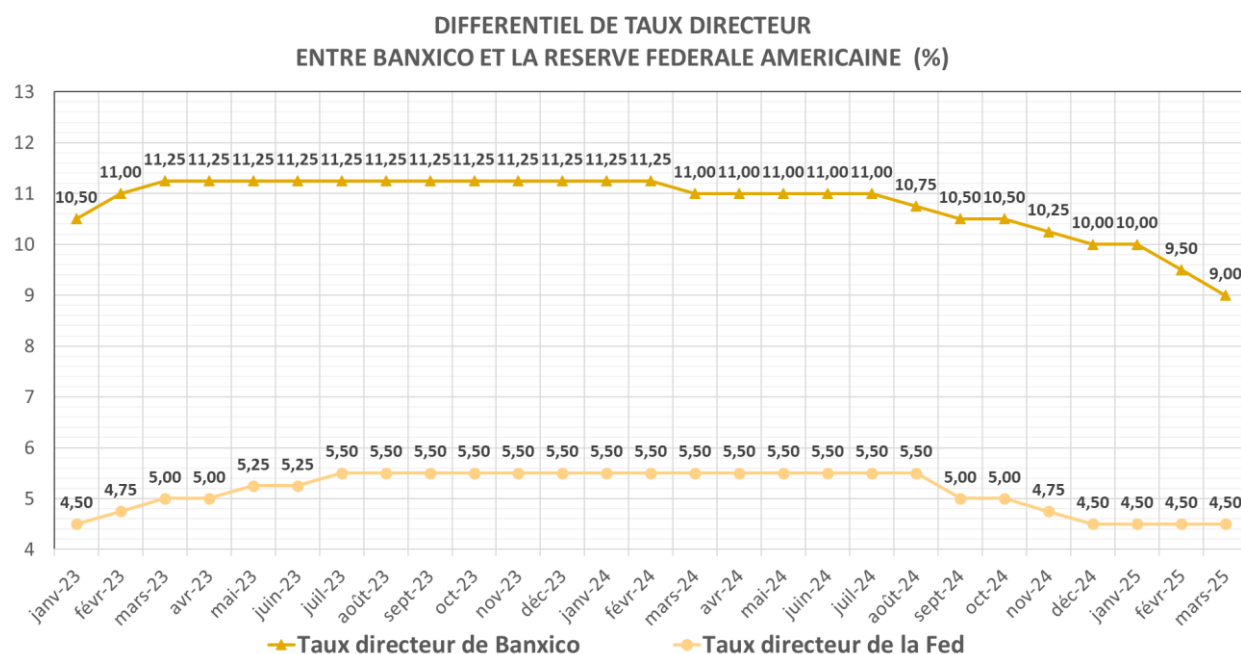
Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2025

– Annexe Graphique Mexique –

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique



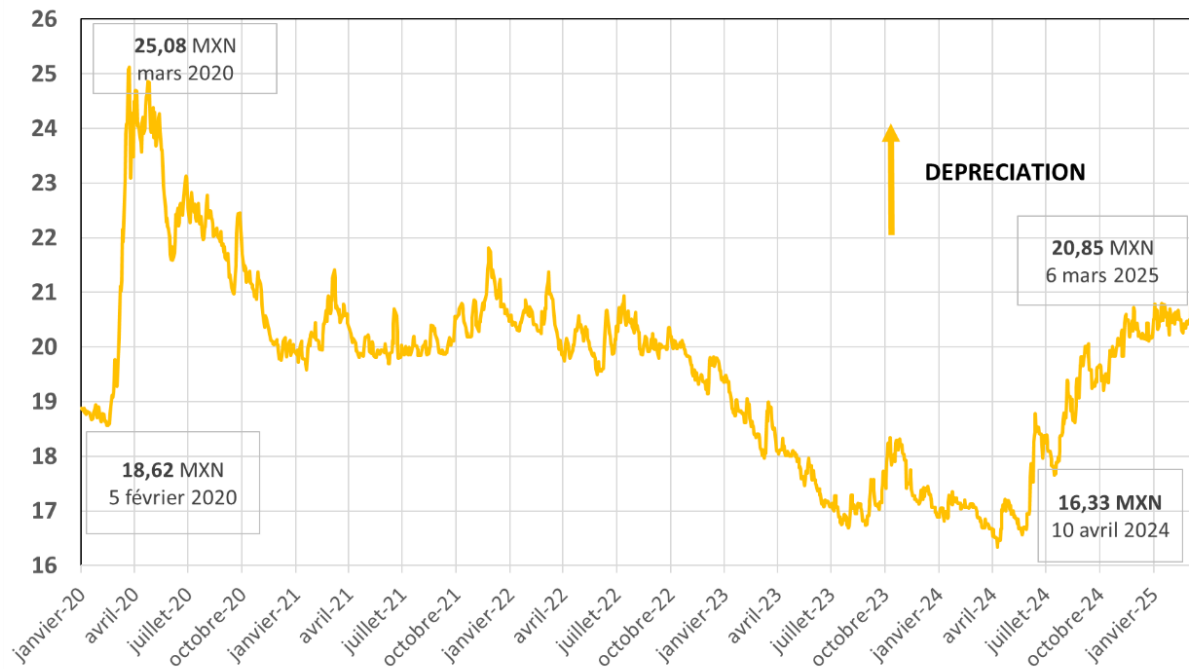
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

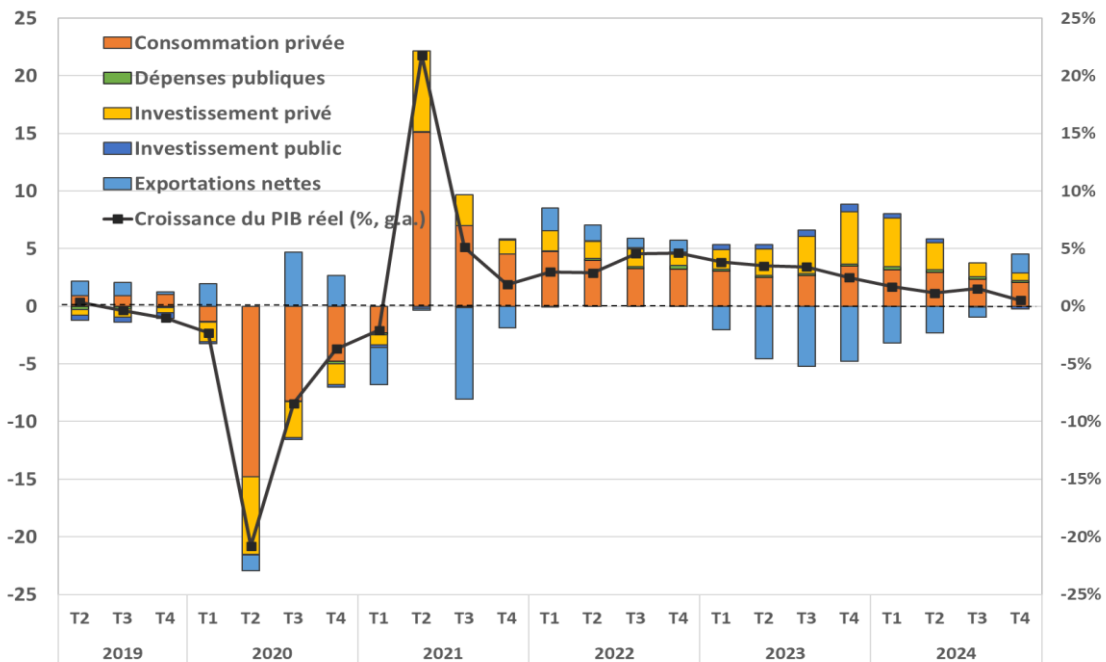
(MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

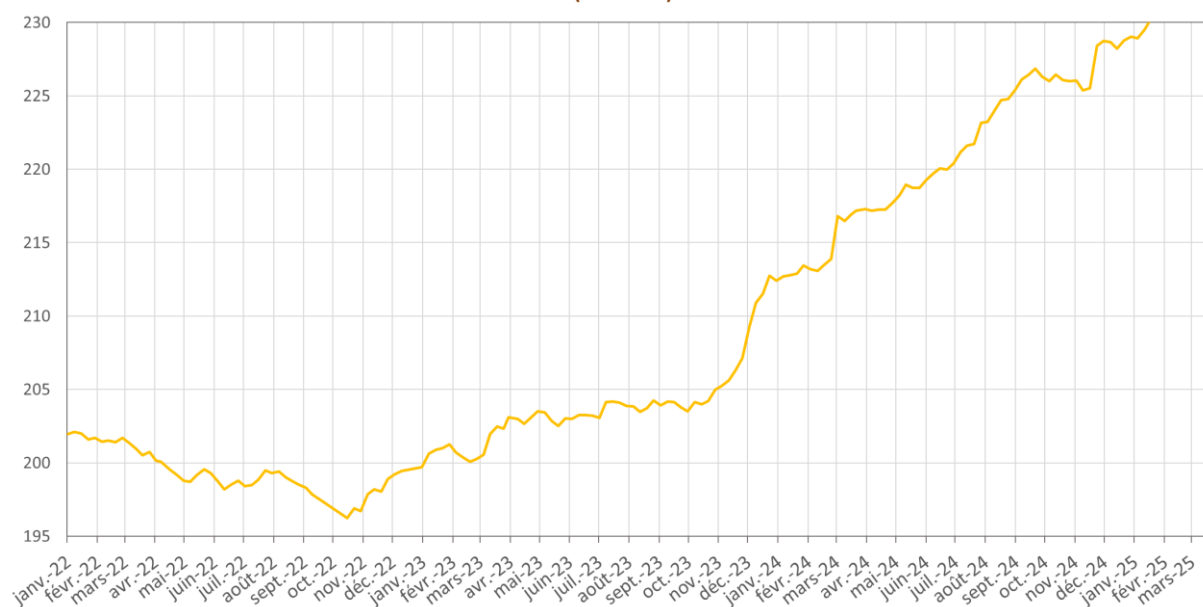
PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr